

ACTUALITE

Le cri d'alarme du ministre algérien de l'Energie : La lutte contre la corruption ne doit pas être confondue avec la déstabilisation de sociétés telles que la Sonatrach et la Sonelgaz

Depuis trois ans au moins, avec le départ forcé de son PDG d'alors, M. Mohamed Meziane, au début 2010, la **Sonatrach** est engluée dans les "affaires" et les médias algériens parlent aujourd'hui couramment de l'affaire Sonatrach 1 et de l'affaire Sonatrach 2, cette seconde portant notamment sur des enquêtes concernant des allégations de corruption liées à des contrats entre le groupe **Eni** et sa filiale **Saipem** et la compagnie nationale algérienne. La mise en cause de plusieurs de ses anciens hauts responsables au niveau de la direction générale et des vice-présidents, la gravité des enjeux en cause, la longueur et la multiplicité des investigations ainsi que leurs prolongements internationaux et les incertitudes générées par ce climat objectivement difficile contribuent à rendre fort délicate la bonne marche de la compagnie, la prise de décision et la prise de risque inhérente à une industrie telle que celle des hydrocarbures.



Face à cette situation complexe, les autorités dans le secteur pétrolier et gazier oscillent souvent entre le fait de ne pas évoquer publiquement ces sujets, l'option la plus facile et la plus prudente compte tenu du fait que les enquêtes judiciaires sont en cours, et l'attitude consistant à expliquer que tout ce bruit médiatico-politico-judiciaire n'empêche pas les travailleurs de travailler, la Sonatrach de réaliser ses projets et l'Algérie de progresser. La réalité est évidemment plus complexe et chacun comprend bien qu'il est impossible à une entreprise, qu'elle soit privée ou publique, de traverser sans dommage un tel maelstrom.

Se faisant l'écho de ces difficultés, le ministre de l'Energie et des Mines, M. **Youcef Yousfi**, a haussé le ton et reconnu, au moins implicitement, l'impact déstabilisant de ces affaires sur le secteur algérien des hydrocarbures et sur ses employés. S'adressant le 19 mai à la presse algérienne, il l'a exhortée à séparer le bon grain de l'ivraie et a déclaré qu'il ne permettrait pas que l' "on déstabilise les entreprises nationales sous couvert de la dénonciation de la corruption". Les termes sont très forts et laissent entendre qu'il existe quelque part une volonté de déstabilisation. Or, aucun élément concret n'a à ce jour été produit en ce sens.

Le ministre est allé encore plus loin en ajoutant que le pays n'a "aucun intérêt à voir disparaître des entreprises comme la Sonatrach et la **Sonelgaz** et vous savez à qui va profiter la disparition" de ces sociétés qui jouent un rôle clé dans l'économie algérienne. M. Yousfi a manifestement choisi le registre de la dramatisation car personne ne peut penser que les crises autour de la Sonatrach, en dépit de leur caractère extrêmement sérieux, mettent en jeu son existence même. Quant à la Sonelgaz, elle n'est pas en cause dans ces affaires qui touchent le secteur pétrolier et gazier.

Le ministre de l'Energie est revenu sur un terrain plus solide en appelant à éviter les généralisations abusives et les amalgames. Plusieurs personnes ont commis des fautes et ont des comptes à rendre pour ces délits, a indiqué M. Yousfi, mais "nous ne sommes pas corrompus". Les travailleurs et les cadres de l'industrie des hydrocarbures ne sont pas des corrompus et je ne permettrai pas qu'ils soient traités comme tels, a-t-il souligné.

Le ministre a insisté sur le fait que la justice était saisie de ces dossiers et qu'elle avait besoin de sérénité et de temps pour les traiter correctement. Faisant allusion au rythme d'avancement de ceux-ci, jugé souvent trop lent, ce qui génère diverses rumeurs, M. Yousfi a affirmé qu'il appartenait aux juridictions compétentes - et pas aux médias - de déterminer elles-mêmes le rythme qu'elles décident de suivre. Une dizaine de jours auparavant, le ministre algérien de la Justice, M. **Mohamed Charfi**, avait lui aussi fait quelques déclarations à la presse en précisant que, *"si l'on vous disait tout aujourd'hui, vous seriez étonnés"*, une phrase sibylline qui a suscité pas mal d'interrogations. Du fait des personnalités impliquées dans cette affaire, elle a *"un caractère sensible"*, a-t-il reconnu, même s'il s'est empressé d'ajouter que *"tous les justiciables sont égaux devant la justice, qui ne privilégie pas une affaire au détriment d'une autre"*. L'information judiciaire en cours se déroule *"à un rythme satisfaisant"* malgré des difficultés objectives liées au fait que des commissions rogatoires ont été adressées à d'autres pays par le parquet d'Alger en raison des ramifications internationales de ces dossiers. La presse et l'opinion publique seront informées des résultats des instructions en cours *"au moment opportun"*, a-t-il expliqué.

Nul ne peut cependant prédire la durée qui sera nécessaire aux autorités judiciaires et policières pour boucler leurs investigations sur des questions aussi complexes et aussi stratégiques pour l'Algérie. Il est par ailleurs crucial que ces enquêtes et les procès qui en découleront aillent au bout des choses pour vider l'abcès, ce qui est loin d'être sûr. Il est donc probable que la Sonatrach et, avec elle, l'Algérie vont rester pendant encore pas mal de temps dans une situation difficile du fait de ces incertitudes.

Celles-ci ne doivent cependant pas devenir une justification, consciente ou pas, pour différer des décisions et des choix énergétiques dont le pays et sa population ont grand besoin. D'ores et déjà, de nombreux enseignements peuvent être tirés de ces affaires - le ministre de l'Energie a notamment évoqué l'indispensable **renforcement des outils de contrôle** au sein de la Sonatrach et la **vérification des cahiers des charges** avant le lancement des appels d'offres correspondants - et plusieurs mesures utiles peuvent et doivent être prises et appliquées. Pour un pays producteur et exportateur de pétrole et de gaz comme l'Algérie et pour un acteur clé tel que la Sonatrach, dans un environnement international et des marchés de l'énergie en forte évolution, la paralysie n'est pas une option.

Francis Perrin

Qatar Petroleum International frappe encore

Qatar Petroleum International (QPI) va acquérir une participation de 15% dans le capital de **Total E&P Congo** à l'occasion d'une augmentation de capital de cette filiale du groupe français **Total**. Filiale à 100% de la compagnie pétrolière et gazière nationale du Qatar, **Qatar Petroleum**, QPI est une très jeune société puisque elle a été créée en 2006 mais son nom commence à devenir bien connu dans les milieux pétroliers internationaux. Ses investissements peuvent porter sur toute la chaîne gazière et pétrolière, de l'amont à l'aval en passant par le "midstream".

Cet accord, qui a été annoncé le 22 mai par les deux parties, appelle les principaux commentaires suivants :

- ▶ Il confirme les **excellentes relations entre Total et Qatar Petroleum (QP)** au Qatar et en dehors de ce pays. Dans l'émirat, Total est actif dans toute la chaîne pétrolière avec des intérêts dans l'exploration-production, le raffinage et la pétrochimie et le groupe est l'un des plus importants associés de QP dans le gaz naturel liquéfié via **Qatargas**. En avril, QP, Total et quatre firmes japonaises ont signé un accord en vue de la construction d'une deuxième raffinerie de condensats à **Ras Laffan**, appelée **Laffan Refinery 2**. Elle aura une capacité de **146 000 barils par jour** (PGA du 1.5.2013, p. 39). De plus, Total avait précisé en avril 2012 que **Qatar Holding**, le fonds souverain de l'émirat, avait acquis une participation de 3% dans son capital (PGA du 1.5.2012, p. 29).
- ▶ QPI poursuit son effort d'**internationalisation** des intérêts énergétiques de QP et du Qatar. Comme d'autres grandes compagnies pétrolières nationales, QP entend depuis plusieurs années ne pas limiter ses – grandes – ambitions aux frontières de l'émirat, pas plus qu'à la région du Moyen-Orient.
- ▶ QP marque une fois de plus son **intérêt pour l'Afrique**. Sa filiale avait signé dès mars 2010 un accord de "*partenariat stratégique*" avec Total qui couvre ce continent. L'accord annoncé pour la République du Congo à la fin mai s'inscrit dans ce partenariat. QPI est ainsi déjà associée à Total et à la **Sonatrach** dans l'exploration en **Mauritanie**. Signé en avril 2008, cet accord avait permis le premier investissement de QPI dans l'amont à l'étranger.
- ▶ **Le Congo démontre là une certaine attractivité** alors qu'il fait très rarement les gros titres de la presse économique et pétrolière, à la différence de l'Angola ou du Nigeria. Le potentiel n'est évidemment pas du même ordre mais le pays conserve quelques beaux restes, surtout en **offshore profond**.
- ▶ Il ne fait guère de doute que l'un des projets qui a retenu l'attention de QPI est le développement de **Moho Nord**, dont Total est opérateur. Situé sur le permis en mer de **Moho Bilondo**, ce projet débouchera sur une production supplémentaire de **140 000 barils par jour**. Les partenaires de Total (53,50%) sur ce permis sont **Chevron Corporation** (31,50%) et la **Société Nationale des Pétroles du Congo** (15% - sur ce projet, voir nos informations dans le PGA du 1.4.2013, p. 38, et du 16.4.2013, p. 50).

**QP n'entend pas limiter
ses ambitions au Qatar
ou, même, au Moyen-Orient**

Au cours des dernières semaines, QPI s'est illustrée par la signature de quelques accords de grande importance dans le secteur gazier. L'un d'entre eux a été conclu avec **Centrica** en vue du rachat

d'actifs essentiellement gaziers détenus par **Suncor** dans l'ouest du **Canada** (PGA du 1.5.2013, p. 36). En association avec **ExxonMobil**, la filiale de Qatar Petroleum va évaluer des opportunités dans les gaz non conventionnels en **Amérique du Nord** qui pourraient déboucher sur des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL – PGA du 1.5.2013, p. 3). Et, toujours avec ExxonMobil, QPI a signé en mai un accord-cadre pour l'exportation de GNL à partir du terminal de **Golden Pass** aux Etats-Unis. Le groupe américain est un investisseur majeur dans le GNL au Qatar via **RasGas** et **Qatargas**. Les deux partenaires sont par ailleurs associés dans deux autres terminaux de réception et de regazéification du GNL, **South Hook** au Royaume-Uni et **Adriatic LNG** en Italie (la firme italienne **Edison** est aussi un actionnaire dans ce dernier cas).

Outre ExxonMobil et Total, **Royal Dutch Shell** fait également partie du club très sélect des grands investisseurs internationaux à Qatar en association avec QP. Il n'est donc pas surprenant que le groupe anglo-hollandais ait lui aussi voulu apporter sa contribution au développement international de la société nationale du Qatar. Shell et QPI ont créé à la fin 2009 la joint venture **QPI & Shell Petrochemicals (Singapore) Pte. Ltd.** (QSPS). En mai 2012, Shell avait confirmé que la QIA avait acquis une participation "*significant*" dans son capital (PGA du 16.5.2012, p. 18).

Après des débuts assez lents, QPI est en train de gravir de plus en plus rapidement la courbe d'expérience que représente l'aventure du grand large. Les accords qu'elle a conclus récemment ne laissent pas de doute sur sa volonté d'accélérer sérieusement le tempo.

Francis Perrin

Nabucco, le retour

Considéré par beaucoup comme survivant en coma dépassé, **Nabucco** refait parler de lui. Trois éléments clés expliquent ce regain d'intérêt pour ce projet de gazoduc destiné à permettre à l'**Union européenne** de diversifier ses approvisionnements gaziers grâce à des fournitures devant provenir soit de la région de la **mer Caspienne** et de l'**Asie Centrale (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan)**, soit du **Moyen-Orient (Irak ou Egypte - l'Iran avait été envisagé à l'origine mais cela supposerait la levée des sanctions européennes contre ce pays - NDLR)**.

- ▶ Le premier élément est la capacité de résilience et d'adaptation du consortium qui s'efforce de promouvoir ce projet depuis de longues années. Au vu de l'expérience et des contraintes financières, **Nabucco Gas Pipeline International** a choisi de réduire la voilure en présentant une nouvelle version moins ambitieuse, donc plus réaliste et moins coûteuse, de Nabucco. Bienvenue à **Nabucco Ouest**.
- ▶ Le second aspect, tout à fait capital, est que Nabucco Ouest est dans la dernière ligne droite en vue d'obtenir un contrat pour transporter **10 milliards de mètres cubes de gaz par an** en provenance de la phase 2 de développement du champ de **Shah Deniz** en **Azerbaïdjan** [cette phase 2 débouchera sur une production de **16 milliards de mètres cubes par an**. Avec la phase 1, Shah Deniz produit déjà **9 milliards de mètres cubes/an** – NDLR]. Les jeux ne sont pas faits car Nabucco fait face à la concurrence redoutable d'un second projet, le **Trans Adriatic Pipeline (TAP)**, dont les actionnaires sont le groupe suisse **Axpo**, **Statoil** et l'entreprise allemande **E.ON**. Les deux consortiums, qui ont soumis leurs offres finales à la fin mars, sont seuls en lice pour ce contrat majeur et attendent la décision de l'Azerbaïdjan et du groupement qui exploite et développe Shah Deniz. Le compte à rebours est commencé puisque celle-ci devrait intervenir d'ici à la fin juin. Plus de 15 acheteurs potentiels à travers l'Europe se sont manifestés auprès du consortium de Shah Deniz pour obtenir du gaz et le total de leurs offres porte sur un volume supérieur à 30 milliards de m³/an.
- ▶ Le troisième atout pour Nabucco revu et corrigé est l'entrée de **GDF Suez** dans le consortium Nabucco Gas Pipeline International. Le groupe français, qui vient d'acquiescer une participation de 9%, lorgnait depuis pas mal de temps cette opportunité mais des questions politiques [notamment un coup de froid dans les relations entre la France et la Turquie sur un sujet n'ayant rien à voir avec Nabucco – la société turque **Botas** est l'un des associés au sein du consortium, NDLR] ont retardé cette entrée. L'arrivée d'un opérateur gazier de premier plan tel que GDF Suez, qui a acheté **67 milliards de m³** de gaz en Europe en 2012, ne peut qu'accroître la crédibilité de Nabucco. Les autres actionnaires sont, par ordre alphabétique, **Bulgarian Energy Holding**, **Botas**, **FGSZ**, filiale à 100% du groupe hongrois **Mol**, **OMV** (Autriche) et **Transgaz** (Roumanie).

Nabucco vise les marchés gaziers d'Europe Centrale et du Sud et son grand concurrent est le projet **South Stream**, dont le principal promoteur est **Gazprom**. Face au rouleau compresseur du géant mondial du gaz, Nabucco a pu sembler perdre par le passé un certain nombre de batailles mais n'a manifestement pas perdu la guerre. En dépit de nombreuses critiques et railleries et d'un soutien européen assez timide, le projet est à présent sur une dynamique assez favorable. Certes, rien ne dit que Nabucco l'emportera face à TAP pour le gaz de Shah Deniz mais ceux qui rêvaient de planter le dernier clou dans le cercueil de Nabucco pourraient être déçus. Le croquemort devra, au minimum, attendre encore un peu.